



**European Committee  
of the Regions**

**DISCOURS DE KARL-HEINZ LAMBERTZ,  
PRESIDENT DU COMITE EUROPEEN DES REGIONS  
12E CONFERENCE DU PLAN SET  
SEANCE D'OUVERTURE  
12 JUIN 2019, UNIVERSITÉ POLYTECHNIQUE DE BUCAREST — ROUMANIE**

Monsieur le maire,  
Monsieur le recteur,  
Mesdames et Messieurs,

Depuis la signature de l'accord de Paris, en 2015, il y a eu un élan considérable dans le monde entier en faveur d'un avenir plus propre et plus durable.

Et pourtant, notre climat et notre environnement sont encore en situation de crise. Les récentes manifestations et la «vague verte» qui a marqué les élections européennes montrent clairement que les citoyens réclament plus d'ambition.

La transformation de nos systèmes énergétiques ne concerne pas seulement notre environnement, mais aussi les citoyens: pas moins de 80 millions d'Européens souffrent de pauvreté énergétique. Le passage à une économie sans carbone créera de nombreux emplois indispensables, ce qui rendra l'Union plus compétitive et réduira notre dépendance énergétique.

Il ne s'agit donc pas de savoir si nous devons décarboner notre économie, mais de savoir de quelle manière le faire. Ce qui est clair, c'est que nous tous – tous les niveaux de gouvernement, les industries, la société civile et les citoyens – devons-nous rassembler, prendre des mesures et produire des résultats au niveau local.

Je me réjouis donc que cette édition de la conférence du SET plan se concentre sur la dimension locale et régionale de la transition vers une énergie propre. La lutte contre le changement climatique et la transformation dont nous avons besoin commencent dans nos régions et nos villes et avec elles.

L'Union doit fournir des objectifs et un cadre d'action adéquats: le seul moyen de respecter nos engagements internationaux en la matière est de répondre au récent appel de la Commission européenne en faveur d'une Union sans carbone d'ici 2050, ce que notre Comité demande depuis 2015.

La présidence roumaine a récemment conclu les négociations relatives au train de mesures sur l'énergie propre: nous avons besoin d'une meilleure performance énergétique dans les bâtiments, de davantage d'énergie renouvelable, d'une meilleure efficacité énergétique, d'une meilleure conception des marchés européens de l'électricité, et de l'élaboration de plans nationaux en matière d'énergie et de climat («PNEC»).



**European Committee  
of the Regions**

Les États membres doivent finaliser leurs plans pour la période 2021-2030 en collaboration avec les acteurs locaux et régionaux. Si les collectivités territoriales n'y sont pas associées, cela réduira son impact et freinera l'Europe.

Nous devons continuer d'investir massivement dans la recherche et l'innovation afin de libérer le potentiel des technologies vertes. Les régions et les villes doivent créer un environnement propice à l'accélération de l'innovation régionale.

Néanmoins, nous ne pouvons pas attendre que l'innovation résolve tous les problèmes.

Les villes et les régions sont la réponse au défi climatique et énergétique. Elles ne se contentent pas de mettre des décisions en œuvre, elles montrent aussi l'exemple.

Aujourd'hui, plus de 9 000 villes ont adhéré à la Convention des maires de l'UE, en s'engageant volontairement à dépasser les objectifs de l'Union européenne en matière de climat et d'énergie. Cela leur permet de s'appropriier localement les objectifs de l'UE et des États membres. Il s'agit de l'un des instruments les plus puissants pour stimuler l'action en matière de climat et d'énergie au niveau local.

Néanmoins, cette transition dépasse la simple question de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables: il doit s'agir d'une transition juste et bien gérée.

Le projet de l'UE d'aide aux régions en transition qui dépendent fortement du charbon fournit une assistance sur mesure à au moins 13 régions pilotes de sept États membres. Les îles peuvent demander à l'UE une aide pour promouvoir le développement de projets individuels en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique dans leurs communautés locales.

Nous devons décentraliser, démocratiser et révolutionner nos systèmes énergétiques, en permettant aux communautés locales de prendre le contrôle et de produire leur propre énergie renouvelable.

D'ici à 2050, la moitié des citoyens de l'UE pourraient satisfaire 45 % de la demande énergétique de l'Union. Cela nécessiterait une volonté politique, une coordination systématique à tous les niveaux, ainsi que des investissements suffisants.

Cependant, si nous voulons une Europe écologique, il faut que les États membres nous en donnent les moyens financiers, à nous, les dirigeants locaux et régionaux. Notre Comité rejette les réductions de la politique de cohésion dans le budget de l'UE après 2020, car cela sapera non seulement l'objectif de cohésion territoriale de l'UE, mais aussi les efforts déployés par les collectivités locales et régionales pour améliorer nos systèmes de transport, construire des maisons économes en énergie et écologiser notre économie.

Nous avons besoin d'un budget qui soit à la hauteur de nos ambitions, c'est pourquoi nous demandons, de même que le Parlement européen, que le budget soit porté de 1,1 % à 1,3 % du RNB de l'UE-27. Nous devons mieux coordonner nos budgets locaux, régionaux, nationaux et



**European Committee  
of the Regions**

européen afin que toutes les collectivités puissent accéder à d'autres flux de financement tels que le Fonds européen pour les investissements stratégiques.

Mesdames et Messieurs,

Personne ne peut à lui seul réaliser la transition écologique. Au lendemain des élections européennes, nous devons unir nos forces pour donner davantage de moyens d'action aux régions et aux villes afin qu'elles puissent évoluer d'urgence vers une Europe sans carbone.

Nous devons démontrer que l'UE peut assurer un avenir durable qui ne laisse aucun pays, aucune région, aucune ville ou aucun village de côté.

Le temps presse, nous avons le devoir d'agir.

Je vous remercie.

CHECK AGAINST DELIVERY